

Indonésie

Si l'étain a été extrait dans les limites du territoire douanier, il est réputé avoir été exporté aussitôt qu'il a franchi la douane; ou, si l'étain a été extrait dans une zone de libre-échange, il est réputé avoir été exporté aussitôt qu'il a été chargé à bord du navire transporteur, le commissariat faisant foi.

Malaisie

L'étain est réputé avoir été exporté de la Malaisie au moment où le département des douanes de la Malaisie a pesé les concentrés ou, lorsque les concentrés ont été fondus avant le paiement des droits de douane, au moment où ce département a pesé le métal en vue du paiement des droits de douane à l'exportation.

Nigeria, République fédérale de

L'étain est réputé avoir été exporté quand une lettre de voiture a été délivrée par la *Nigerian Railway Corporation*, constatant la livraison à ladite société des concentrés destinés à être exportés, étant entendu que tous concentrés destinés à l'exportation et non cotés à la *Nigerian Railway Corporation* sont réputés avoir été exportés au moment où ils ont été contrôlés en vue du paiement des redevances.

Rwanda

L'étain est réputé avoir été exporté au moment où il a été contrôlé par les autorités douanières sur présentation d'une licence d'exportation délivrée par la Banque nationale du Rwanda.

Thaïlande

L'étain est réputé avoir été exporté lorsqu'il a été pesé et contrôlé aux fins d'exportation par le département des douanes du Gouvernement de la Thaïlande.

PARTIE II

Importations dans les pays producteurs

A l'effet de déterminer les exportations nettes d'étain aux termes de l'article VII, les importations à soustraire des exportations pendant une période de contrôle seront le montant importé dans le pays producteur intéressé pendant le trimestre précédant immédiatement la date à laquelle ladite période de contrôle aura été déclarée, étant entendu que l'étain importé pour la fusion et exporté n'entrera pas en ligne de compte.

ANNEXE D

Conditions pour les exportations spéciales
Les conditions mentionnées à l'article VIII sont les suivantes: l'exportation spéciale est destinée à être versée à un stock gouvernemental et elle ne sera vraisemblablement pas utilisée dans des buts commerciaux ou industriels pendant la durée du présent Accord.

ANNEXE E

Montant des stocks dans les pays producteurs aux termes de l'article XIV

Pays	Quantités (tonnes)
Bolivie	24 199
Congo, République démocratique du	6 492
Indonésie	16 345
Malaisie	60 004
Nigeria, République fédérale de	8 721
Rwanda	1 800
Thaïlande	15 995

ANNEXE F

Stocks supplémentaires initialement extraits

Pays	Autre minéral	Tonnage d'étain contenu dans les concentrés d'étain pouvant être stockés pour chaque tonne de l'autre minéral extrait
Congo, République démocratique du	Tantalo-colombite	1,5
Nigeria, République fédérale de	Colombite	1,5
Rwanda	Tantalo-colombite	1,5

ANNEXE G

Règles pour le réajustement des pourcentages attribués aux pays producteurs

Règle 1

Le premier réajustement des pourcentages attribués aux pays producteurs aura lieu à la première réunion que le Conseil tiendra en vertu du présent Accord. Ce réajustement sera fait sur la base des quatre derniers trimestres pour lesquels les chiffres concernant la production d'étain de chaque pays producteur seront connus et pendant lesquels il n'y aura pas eu de période de contrôle.

Règle 2

Les opérations ultérieures de réajustement des pourcentages seront effectuées à des intervalles d'un an, à compter du premier réajustement, sous réserve qu'aucune période postérieure aux trimestres visés par les dispositions de la Règle 1 n'ait été déclarée période de contrôle.

Règle 3

Si une période est déclarée période de contrôle, les pourcentages ne seront réajustés qu'à l'issue d'une nouvelle période de quatre trimestres consécutifs qui n'aurait pas été déclarée période de contrôle; un nouveau réajustement aura lieu alors dès que les chiffres concernant la production d'étain de chaque pays producteur pendant les quatre trimestres consécutifs en question seront connus, et les opérations ultérieures de réajustement seront ensuite effectuées à des intervalles d'un an aussi longtemps qu'aucune période n'aura été déclarée période de contrôle. La même procédure sera appliquée si une autre période est ultérieurement déclarée période de contrôle.

Règle 4

Aux fins des Règles 2 et 3, les opérations de réajustement seront réputées avoir été effectuées à des intervalles d'un an si elles ont eu lieu pendant le même trimestre de l'année civile que les opérations de réajustement précédentes.

Règle 5

Lors de la première opération de réajustement prévue à la Règle 1, les nouveaux pourcentages attribués aux pays producteurs seront déterminés au prorata direct de la production d'étain dans chacun d'eux pendant les quatre trimestres visés dans la Règle 1.

Règle 6

Pour les opérations de réajustement ultérieures prévues à la Règle 2, les nouveaux pourcentages seront calculés de la façon suivante:

- i) En ce qui concerne le deuxième réajustement, les pourcentages seront fixés au prorata direct de la production d'étain dans chacun des pays producteurs au cours de la période la plus récente de vingt-quatre mois calendriers consécutifs pour laquelle les chiffres sont connus;
- ii) Pour ce qui est du troisième réajustement et de tous les réajustements ultérieurs, les pourcentages seront fixés au prorata direct de la production d'étain dans chacun des pays producteurs au cours de la période la plus récente de trente-six mois calendriers consécutifs pour laquelle les chiffres sont connus.

Règle 7

Pour les opérations de réajustement ultérieures prévues à la Règle 3, les nouveaux pourcentages seront calculés de la façon suivante:

- i) En ce qui concerne le premier réajustement ultérieur, les pourcentages seront fixés au prorata direct du montant total de la production d'étain dans chacun des pays producteurs au cours de la période la plus récente de douze mois calendriers consécutifs pour laquelle les chiffres sont connus et pendant les quatre trimestres qui auront précédé immédiatement la période de contrôle envisagée;
- ii) Pour ce qui est des réajustements suivants, les pourcentages, à condition qu'aucune période n'ait été déclarée période de contrôle, seront fixés au prorata direct de la production d'étain dans chacun des pays producteurs au cours des périodes les plus récentes de vingt-quatre et de trente-six mois calendriers consécutifs respectivement pour lesquelles les chiffres sont connus.

Règle 8

Aux fins des règles précédentes, si un pays producteur n'a pas communiqué au Conseil, un mois après la date à laquelle quatre pays producteurs ont fait connaître leurs chiffres de production, ses propres chiffres de production pour une période quelconque de douze mois calendriers consécutifs, on calculera sa production pour ladite période de douze mois en multipliant par douze la quantité moyenne produite mensuellement pendant cette période, telle qu'elle ressort des chiffres connus, et en déduisant cinq pour cent du montant ainsi établi.

Règle 9

Les chiffres concernant la production d'étain d'un pays producteur pendant une période antérieure aux quarante-deux mois qui auront précédé la date de réajustement des pourcentages ne seront pas pris en considération aux fins des opérations de réajustement.

Règle 10

Nonobstant les dispositions des règles précédentes, le Conseil pourra diminuer le pourcentage attribué à tout pays producteur qui n'aura pas exporté le montant total autorisé fixé conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article VII ou tout montant supérieur qui aura été accepté par lui conformément aux dispositions du paragraphe 7 dudit article. Au moment où il prendra sa décision, le Conseil admettra comme circonstance atténuante le fait que le pays producteur intéressé a renoncé, conformément aux dispositions du paragraphe 7 de l'article VII, à une fraction du montant de ses exportations autorisées, à une date permettant aux autres pays producteurs de prendre toutes mesures utiles pour combler ce déficit ou le fait que le pays producteur intéressé, bien que n'ayant pas exporté le montant fixé conformément aux dispositions du paragraphe 8 de l'article VII, a néanmoins exporté la totalité du montant des exportations autorisées, fixé conformément aux dispositions du paragraphe 4 ou du paragraphe 7 de l'article VII.

Règle 11

Si le pourcentage attribué à un pays producteur est diminué conformément à la Règle 10, le pourcentage ainsi rendu disponible sera réparti entre les autres pays producteurs au prorata des pourcentages en vigueur à la date à laquelle sera prise la décision de procéder à ladite diminution.

Règle 12

Si, en application des règles précédentes, le pourcentage d'un pays producteur tombe au-dessous du chiffre minimum autorisé en vertu de la clause figurant à l'alinéa a) du paragraphe 6 de l'article VII, il sera relâché à ce chiffre minimum, et les pourcentages des autres pays producteurs seront réduits proportionnellement de façon que le total des pourcentages s'établisse à nouveau à cent.

Règle 13

Aux fins de l'alinéa b) du paragraphe 6 de l'article VII, pourront être notamment considérées comme constituant une situation exceptionnelle, une catastrophe nationale, une grève importante ayant paralysé l'industrie extractive de l'étain pendant une période considérable, une interruption sérieuse des fournitures d'énergie ou (dans le cas de la Bolivie) des transports sur la principale voie de communication conduisant à la côte.

Règle 14

Dans la présente Annexe, l'expression " production d'étain " sera considérée comme se référant exclusivement à la production minière; la production des fondus sera en conséquence ignorée.

TERCER CONVENIO INTERNACIONAL SOBRE EL ESTADO

Los Gobiernos Contratantes reconociendo:

d) Que los convenios sobre productos básicos, al contribuir a asegurar la estabilización a corto plazo de los precios y el desarrollo constante a largo plazo de los mercados de productos primarios, pueden ayudar considerablemente al crecimiento económico, especialmente de los países productores en desarrollo;

b) La importancia de la cooperación continua entre los países productores y los países consumidores, dentro del marco de un convenio internacional sobre productos básicos, para contribuir a resolver los problemas relativos al estado;

c) La excepcional importancia que el estado tiene para gran número de países que dependen mucho de la existencia de condiciones favorables y equitativas para la producción, el consumo o el comercio de ese producto;

d) La necesidad de proteger y fomentar la buena marcha y el crecimiento de la industria del estado, especialmente en los países productores en desarrollo, y asegurar así suministros suficientes de estado para salvaguardar los intereses de los consumidores en los países importadores; y

e) La importancia que para los países productores tienen el mantenimiento y la ampliación de su poder adquisitivo importador;

Han acordado lo siguiente:

Artículo I**Objetivos**

Los objetivos del presente Convenio son:

a) Facilitar un ajuste entre la producción y el consumo mundial de estado y atenuar las graves dificultades que podrían producirse a consecuencia de un excedente o de una escasez de estado;

b) Evitar fluctuaciones excesivas en el precio del estado;

c) Adoptar disposiciones que contribuyan a mantener e incrementar los ingresos de las exportaciones de estado, especialmente los de los países productores en desarrollo, contribuyendo así a facilitar a tales países recursos para un crecimiento económico y un desarrollo social acelerados, teniendo en cuenta a la vez los intereses de los consumidores en los países importadores;

d) Asegurar condiciones que contribuyan a lograr una tasa dinámica y ascendente de producción de estado a base de ingresos remunerativos para los productores, que aseguren un suministro suficiente de estado a precios equitativos para los consumidores y que contribuyan a proporcionar un equilibrio a largo plazo entre la producción y el consumo;

e) Evitar o atenuar un estado extenso de desempleo o de subempleo y

otras dificultades graves que pudieren resultar debido a desajustes entre la oferta y la demanda de estado;

f) En caso de que se produzca o se prevea una grave escasez de estado, tomar medidas para asegurar el aumento de la producción de estado y una distribución justa del estado metal a precios equitativos;

g) En caso de que se produzca o se prevea un grave excedente de estado, tomar medidas para mitigar las graves dificultades que podrían suscitarse en los países productores;

h) Examinar las ventas de existencias de estado no comerciales por los gobiernos y formular los criterios aplicables a dichas ventas que eliminen cualesquier incertidumbres y dificultades que pudieren plantearse;

i) Hacer lo necesario para mantener constantemente en estudio los problemas a corto plazo y a largo plazo de la industria mundial del estado;

j) Mantener bajo revisión la necesidad de desarrollar nuevos yacimientos de estado y la de proteger los presentes yacimientos contra mermas inútiles o abandonos prematuros;

k) Estimular una participación más amplia en las organizaciones que se dedican a investigaciones a fin de fomentar el consumo del estado;

l) Continuar la labor del Consejo Internacional del Estado desarrollada bajo el Primero y el Segundo Convenios Internacionales sobre el Estado.

Artículo II**Definiciones**

Para los fines del presente Convenio:

“Estado” significa estado metal, estado refinado, o el contenido de estado de los concentrados o del mineral extraído del yacimiento natural. Para los fines de esta definición se considerará que “mineral” no incluye *a)* el material extraído de la masa mineral para otro propósito que el de su depuración y *b)* el material descartado durante el proceso de depuración.

“Estado metal” significa estado refinado de buena calidad comercial con una ley no inferior a 99,75%.

“Reserva de estabilización” significa la reserva establecida y mantenida conforme a las disposiciones de los artículos X y XI de este Convenio.

“Estado metal en poder” cuando se usa con relación al estado en poder de la reserva de estabilización, incluye el metal adquirido para dicha reserva pero que todavía no ha sido recibido por el Gerente de la misma y excluye el metal vendido procedente de esa reserva pero que el Gerente no ha entregado.

“Tonelada” significa una tonelada larga de 2.240 libras inglesas (1.016 kg.).

“Exportaciones netas” significa la cantidad exportada en las figuras

stancias expuestas en la primera parte del Anexo C del presente Convenio menos la cantidad importada con arreglo a lo dispuesto en la segunda parte del mismo Anexo.

- País participante " significa, según pueda requerirlo el convenio, el gobierno de un país que ha ratificado, aprobado o aceptado el presente Convenio o ha notificado su intención de ratificarlo, aprobarlo o aceptarlo o que se ha adherido al mismo en su propio nombre para todos sus territorios o parte de ellos o en nombre de un país o un territorio o de unos países o unos territorios con respecto a los cuales está facultado para contraer tales compromisos o el gobierno de un país o territorio o de unos países o unos territorios en cuyo nombre se ha declarado la participación por separado, en conformidad con el artículo III o con el artículo XXV del presente Convenio, o el propio país o territorio o los propios países o territorios.
- País productor " significa un país participante que en su instrumento de ratificación, aprobación, aceptación, notificación o adhesión, se ha declarado país productor, o bien que en el instrumento respectivo haya sido declarado país productor.
- País consumidor " significa un país participante que en su instrumento de ratificación, aprobación, aceptación, notificación o adhesión, se haya declarado país consumidor, o bien que en el instrumento respectivo, haya sido declarado país consumidor.
- País contribuyente " significa un país participante que ha contribuido a la reserva de estabilización.
- Mayoría simple " significa una mayoría de los votos emitidos por los países participantes, contados globalmente.
- Mayoría reparada simple " significa una mayoría de los votos emitidos por los países productores y una mayoría de los votos emitidos por los países consumidores, contados por separado.
- Mayoría reparada de dos tercios " significa una mayoría de dos tercios de los votos emitidos por los países productores y una mayoría de dos tercios de los votos emitidos por los países consumidores, contados por separado.
- Entrada en vigor " significa, salvo cuando la expresión se encuentra calificada, la entrada en vigor inicial del presente Convenio, independientemente de que dicha entrada en vigor sea provisional, conforme al párrafo 4 del artículo XXIV, o definitiva, conforme al párrafo 3 del mismo artículo.
- Periodo de control " significa un periodo así declarado y para el cual se ha fijado un monto total de exportaciones autorizadas.
- Trimestre " significa un trimestre civil que empiece el 1º de enero, el 1º de abril, el 1º de julio o el 1º de octubre.

Artículo III

Categoría de los países participantes

1. En su instrumento de ratificación, aprobación o aceptación o en su notificación de la intención de ratificar, aprobar o aceptar, depositados con arreglo a lo dispuesto en el artículo XXIV, o en el instrumento de adhesión, depositado con arreglo a lo dispuesto en el artículo XXV, cada Gobierno Contratante declarará que desea participar en el presente Convenio en calidad de país productor o en calidad de país consumidor. Cuando un Gobierno Contratante haya ratificado, aprobado, aceptado, o notificado su intención de ratificar, aprobar, o aceptar el presente Convenio, o se haya adherido al mismo, podrá declarar en su instrumento de ratificación, aprobación, aceptación, notificación, o adhesión, o en cualquier momento posterior, con arreglo y sujeción a lo dispuesto en el párrafo 2 del artículo XXV, la participación por separado como país productor o como país consumidor, según sea el caso, de un país o territorio o de unos países o territorios interesados en la cuestión o en el consumo de estado con respecto a los cuales está facultado para contraer tales compromisos.
2. A solicitud de un país participante que esté considerando el cambio de su categoría de país productor a país consumidor, o de país consumidor a país productor, según sea el caso, el Consejo determinará provisionalmente, tan pronto como sea posible, los tonelajes o porcentajes, o ambos, para dicho país, que requiera el caso.
3. Con posterioridad a tal determinación provisional, el Gobierno Contratante del país participante interesado podrá pedir al Consejo que la declaración formulada con arreglo al párrafo 1 ha sido enmendada a fin de obtener el cambio de su categoría.
4. Después de recibir dicha declaración, el Consejo determinará la fecha en que los tonelajes o porcentajes provisionales, o ambos, según sea el caso, decididos con arreglo al párrafo 2, pasarán a ser definitivos y entrarán en vigor.
5. A partir de la fecha de entrada en vigor determinada por el Consejo con arreglo al párrafo 4, el Gobierno Contratante interesado cesará de tener cualesquier derechos y privilegios y cualesquier obligaciones establecidos en el presente Convenio, propios de los países de su anterior categoría y adquirirá todos los derechos y privilegios y estará sujeto a todos las obligaciones que sean propios de su nueva categoría, de acuerdo con el presente Convenio. En el entendido de que:
 - a) Si el cambio de categoría es de país productor a país consumidor, el país que haya cambiado de categoría renunciará, sin embargo, sus derechos a percibir, a la terminación del presente Convenio, el reintegro de su parte en la liquidación de la reserva de estabilización, de conformidad con el artículo XIII del mismo; y
 - b) Si el cambio de categoría es de país consumidor a país productor, las condiciones estipuladas por el Consejo para el país que haya cambiado serán equitativas entre el país en cuestión y los demás países productores que ya participan en el Convenio.

ARTICULO IV

El Consejo Internacional del Estano**A. Constitución**

1. *a)* El Consejo Internacional del Estano denominado en lo sucesivo el Consejo, creado en virtud del Segundo Convenio Internacional sobre el Estano, seguirá en funciones para los fines de la administración del Tercer Convenio Internacional sobre el Estano, con la composición, atribuciones y funciones previstas en el presente Convenio.

b) El Consejo tendrá su sede en Londres.

2. El Consejo se compondrá del Presidente y de los delegados de los países participantes.

3. Cada país participante estará representado en el Consejo por un delegado. Cada delegado podrá estar acompañado en las reuniones del Consejo por suplentes y por asesores. Los suplentes tendrán atribuciones para actuar y votar en nombre del delegado en ausencia de este o en otras circunstancias especiales.

4. El Consejo elegirá, por mayoría reparada de los tercios, un Presidente independiente que podrá tener la nacionalidad de uno de los países participantes. La elección del Presidente se considerará en la primera reunión del Consejo después de la entrada en vigor del presente Convenio.

b) El Presidente no deberá haber tenido ninguna participación activa en la industria o el comercio del estano durante los cinco años precedentes a su designación y habrá de reunir las condiciones señaladas en el párrafo 8.

c) El Presidente ejercerá sus funciones por el período y en los términos y condiciones que determine el Consejo.

d) El Presidente no tendrá voto en las reuniones del Consejo.

5. El Presidente dirigirá las reuniones del Consejo y será responsable ante éste de la administración y aplicación del presente Convenio de conformidad con las decisiones del Consejo.

6. El Consejo elegirá anualmente dos Vicepresidentes, uno entre los delegados de los países productores y otro entre los delegados de los países consumidores. Mientras un Vicepresidente desempeñe las funciones de Presidente del Consejo tendrá todas las facultades y obligaciones del Presidente, a menos que el Consejo decida otra cosa. Cuando un Vicepresidente desempeñe las funciones de Presidente no podrá participar en la votación pero podrá designar a otra persona para que ejerza el derecho de voto de su delegación.

7. *a)* El Consejo nombrará un Secretario y un Gerente de la reserva de estabilización (denominado en lo sucesivo el Gerente) creada de conformidad con el artículo X, y fijará los términos y condiciones de empleo de esos dos funcionarios.

b) El Consejo fijará las funciones del Secretario y podrá dar instrucciones al Presidente sobre la forma en que el Gerente ha de cumplir las funciones

señaladas en el presente Convenio y aquellas otras que el Consejo considere oportuno fijarle.

c) Estos funcionarios serán responsables del desempeño de sus funciones en primer lugar ante el Presidente y dispondrán del personal que el Consejo estime necesario. El método de nombramiento y los términos y condiciones de empleo de este personal deberán ser aprobados por el Consejo.

8. El Presidente, el Secretario, el Gerente y el personal no deben tener ningún interés financiero en la industria ni en el comercio del estano y deben liquidar cualquier interés que tengan. Tampoco solicitarán ni aceptarán instrucciones, en lo que respecta a sus funciones y obligaciones, de ningún gobierno ni de ninguna persona o autoridad que no sea el Consejo o la persona que actúe en su nombre con arreglo a lo dispuesto en este Convenio.

9. Ninguna información relativa a la aplicación o administración del presente Convenio será revelada por ningún funcionario o empleado del Consejo salvo cuando el Consejo lo autorice para ello o cuando sea menester para el buen desempeño de sus funciones con arreglo al presente Convenio.

B. Reuniones

10. *a)* El Consejo se reunirá por lo menos cuatro veces al año.

b) Las reuniones serán convocadas, a petición de cualquier país participante o con arreglo a lo estipulado en el presente Convenio, por el Presidente, o, en caso de incapacidad del Presidente, por el Secretario. El Presidente podrá también convocar reuniones cuando lo juzgue oportuno.

c) A menos que el Consejo decida otra cosa, las reuniones se celebrarán en la sede del Consejo. Excepcionalmente en el caso de reuniones convocadas con arreglo al artículo XII, la convocación de cada una de ellas será notificada con un mínimo de siete días de antelación.

11. En cada reunión del Consejo, los delegados que reúnan dos tercios del total de los votos de todos los países productores y dos tercios del total de los votos de todos los países consumidores constituirán conjuntamente quórum, si para cualquier reunión del Consejo no se ha alcanzado el quórum arriba indicado, se convocará, a una nueva reunión dentro de un plazo mínimo de siete días en la cual los delegados que tengan más de 1.000 votos formarán conjuntamente quórum.

12. Cualquier país participante podrá autorizar a otro país participante a representar sus intereses y a ejercer su derecho de voto en una reunión del Consejo, siempre que la autorización se haya otorgado a satisfacción del Consejo.

C. Sistema de votación

13. Los países productores tendrán en conjunto 1.000 votos que serán distribuidos entre ellos de manera que cada país productor reciba cinco votos iniciales y, además, una parte alícuota lo más aproximada posible a la proporción existente entre el porcentaje de ese país tal como figura en el

Anexo A. o tal como se publique de tiempo en tiempo con arreglo a lo dispuesto en el párrafo 10 del artículo VII, y el total de los porcentajes de todos los países productores.

14. Los países consumidores tendrán en conjunto 1.000 votos que serán distribuidos entre ellos de manera que cada uno de los países consumidores reciba cinco votos iniciales y, además, una parte alícuota lo más aproximada posible a la proporción existente entre el tonelaje de este país tal como figura en el Anexo B y el tonelaje total de todos los países consumidores.

Quedando entendido que:

a) Si el número de países consumidores es superior a 30, el número de votos iniciales asignado a cada país consumidor será el mayor número entero posible de acuerdo con la disposición de que el total de todos los votos iniciales de todos los países consumidores no exceda de 150;

b) Si un país cualquiera no enumerado en el Anexo B ratifica, aprueba, acepta, o notifica su intención de ratificar, aprobar o de aceptar el presente Convenio, o se adhiera al mismo como país consumidor, o ha declarado un cambio en su categoría de país productor a país consumidor con arreglo al párrafo 3 del artículo III del presente Convenio, el Consejo determinará y publicará el tonelaje para dicho país. Este tonelaje surtirá efecto en la fecha que decida el Consejo para los fines de este artículo, como si se tratara de los tonelajes que figuran en el Anexo B;

c) El Consejo podrá enmendar en su primera reunión el Anexo B y publicará el Anexo revisado, que surtirá efecto inmediatamente para los fines del presente artículo.

d) En las reuniones que se celebren durante el segundo trimestre de cada año civil, posteriormente, el Consejo revisará las cifras del consumo de estaño de cada país consumidor correspondientes a los tres años civiles anteriores y publicará los tonelajes revisados para cada país consumidor a base de los promedios de tales cifras de consumo, surtiendo efecto tales tonelajes el día 1° de julio siguiente para los propósitos de este artículo como si se tratara de los tonelajes que figuran en el Anexo B.

15. Ningún país participante tendrá más de 450 votos.

16. En ningún caso se asignarán votos fraccionados.

17. Cuando, como consecuencia de que uno o varios países que figuran en el Anexo A o en el Anexo B dejen de ratificar, aprobar o aceptar el presente Convenio o de notificar su intención al respecto, o por aplicación de las disposiciones de los párrafos 13 y 14 del presente artículo o de los artículos V, X, XIX, XX, XXI, XXII o XXIV o a raíz de un cambio en la categoría de un país participante con arreglo al artículo III, el total de los votos de los países consumidores o de los países productores sea inferior a 1.000, el resto de los votos será repartido entre los demás países productores o consumidores, según sea el caso, en una proporción lo más aproximada posible a la que ya posean descontados en cada caso los votos iniciales.

teniendo en cuenta que no podrá haber votos fraccionados.

18. Salvo disposición en contrario, las decisiones del Consejo serán adoptadas por mayoría repartida simple. La abstención no se considerará como expresión de voto afirmativo o negativo. Al efectuar la votación, ningún delegado dividirá sus votos.

D. Funciones y obligaciones

19. a) El Consejo, recibirá del Presidente, cuando así lo solicite, la información relativa a los haberes y operaciones de la reserva de estabilización que considere necesaria para el ejercicio de sus funciones con arreglo al presente Convenio.

b) El Consejo publicará:

i) Al término de cada ejercicio financiero, una memoria sobre sus actividades durante dicho ejercicio; y

ii) Al término de cada trimestre, un estado que indique el tonelaje de estaño metal en poder del mismo al finalizar ese trimestre; teniendo presente que los estados o memorias a que se hace referencia en el presente inciso no se publicarán antes de que hayan transcurrido tres meses desde la terminación de los períodos a que se refieren, salvo que el Consejo disponga otra cosa.

20. El Consejo adoptará todas las disposiciones adecuadas para facilitar la consulta y la colaboración con:

a) Las Naciones Unidas, sus órganos pertinentes y en particular la Conferencia de las Naciones Unidas sobre Comercio y Desarrollo, así como con sus organismos especializados y

b) Países no participantes que sean miembros de las Naciones Unidas o de sus organismos especializados o que hayan sido partes en el Segundo Convenio Internacional sobre el Estaño.

21. El Consejo podrá requerir de los países participantes que faciliten todas las informaciones que necesite para la satisfactoria administración del presente Convenio, y, teniendo en cuenta las disposiciones del artículo XIX, los países participantes facilitarán en lo posible las informaciones así solicitadas.

22. El Consejo deberá, por lo menos una vez cada trimestre, calcular la producción y el consumo probables de estaño durante el trimestre siguiente.

23. El Consejo tendrá aquellas facultades y ejercerá aquellas funciones que sean necesarias para la administración y aplicación del presente Convenio, incluida la facultad de contratar préstamos para las necesidades de la Curia Administrativa prevista en el artículo V.

24. El Consejo podrá emprender o fomentar estudios sobre problemas a corto y a largo plazo de la industria del estaño.

25. a) El Consejo podrá establecer los comités que considere necesarios para que le asistan en el ejercicio de sus funciones.

b) Aquellas facultades que pueda ejercer el Consejo por mayoría repartida simple podrán delegarse en todo momento por mayoría repartida de dos tercios a cualquier comité. El Consejo por mayoría repartida de dos tercios fijará el mandato de tales comités y nombrará sus miembros. El Consejo podrá revocar en todo momento, por mayoría simple, cualquier delegación de facultades que hubiera otorgado.

26. a) El Consejo elaborará su propio reglamento.

b) Salvo que el Consejo disponga otra cosa, los comités del Consejo podrán elaborar sus propios reglamentos.

E. *Privilegios e inmunidades*

27. En cada país participante, se otorgarán al Consejo (vía las facultades de cambio de divisas necesarias para el ejercicio de sus funciones con arreglo al presente Convenio).

28. El Consejo tendrá en cada país participante, y de conformidad con sus leyes, la capacidad jurídica necesaria para el ejercicio de sus funciones con arreglo al presente Convenio.

29. En cada país participante y de conformidad con sus leyes, el Consejo, en la medida necesaria para el ejercicio de sus funciones con arreglo al presente Convenio, gozará de exención de impuestos sobre sus haberes, ingresos y demás bienes.

30. El gobierno del país donde se encuentre la sede del Consejo concederá exenciones de impuestos a las remuneraciones que el Consejo abone a aquellos de sus empleados que no sean nacionales del país donde se encuentra la sede del Consejo.

ARTÍCULO V

Disposiciones financieras

1. a) Para la administración y aplicación del presente Convenio se llevarán dos cuentas.

b) Los gastos administrativos y de oficina del Consejo, incluidas las remuneraciones del Presidente, del Secretario, del Gerente y del personal, se cargarán a una de estas cuentas (denominada en lo sucesivo "Cuenta Administrativa").

c) Todos los gastos originados en el curso de transacciones u operaciones de la reserva de estabilización, o imputables a estas operaciones o transacciones, incluidos todos los gastos de administración, comisiones, seguros y servicios telefónicos y telegráficos, se sufragarán con cargo a las contribuciones a la reserva de estabilización que han de satisfacer los países participantes con arreglo al presente Convenio y serán cargados por el Gerente a la otra cuenta (denominada en lo sucesivo "Cuenta de la Reserva de Estabilización").

2. El Consejo, en su primera reunión después de la entrada en vigor del presente Convenio:

a) Determinará las fechas en que haya de empezar y terminar su ejercicio financiero;

b) Aprobará los presupuestos de las contribuciones y de los gastos de la Cuenta Administrativa para el período que transcurra entre la fecha de entrada en vigor del Convenio y el final del ejercicio financiero.

En lo sucesivo, aprobará presupuestos anuales análogos para cada ejercicio financiero. Si en un momento dado, en el curso de un ejercicio financiero, pareciera probable que el saldo existente en la Cuenta Administrativa no fuera suficiente para cubrir los gastos administrativos y de oficina del Consejo, podrá aprobar presupuestos suplementarios para el resto del ejercicio financiero.

3. A base de esos presupuestos, el Consejo fijará en libras esterlinas la contribución a la Cuenta Administrativa de cada país participante, y ese último deberá abonar la totalidad de su contribución al Secretario del Consejo en cuanto reciba notificación de su importe. Cada país participante abonará por cada voto de que disponga en el Consejo en el momento en que se fije su contribución la mitad de la milésima parte de la suma total requerida, en la inteligencia de que no habrá ningún país que contribuya en total con menos de 100 libras esterlinas en cualquier ejercicio financiero.

4. Los pagos que los países participantes hagan al Consejo en virtud del presente artículo y de los artículos VIII y X y los pagos que haga el Consejo a los países participantes en virtud de los artículos X, XIII y XXIII se efectuarán en libras esterlinas o, a opción del país participante, en cualquier moneda convertible libremente en esterlinas en el mercado oficial de divisas de Londres.

5. Todo país participante que no haya hecho efectiva la contribución a la Cuenta Administrativa dentro de los seis meses siguientes a la fecha en que se le haya notificado su importe, podrá ser privado por el Consejo de su derecho a voto en las reuniones del mismo. En el caso de que dicho país no haya abonado el importe de su contribución en un plazo de 12 meses a contar desde la fecha de notificación, el Consejo podrá privarle de todos los demás derechos que le otorga el presente Convenio, incluida una fracción de sus derechos de participación en la liquidación de la reserva de estabilización según los términos del artículo XIII, equivalente a la contribución no satisfecha, quedando entendido que si el país interesado satisface sus contribuciones atrasadas, el Consejo le reintegrará el ejercicio de los derechos que haya sido privado con arreglo a este párrafo.

6. El Consejo publicará, a la mayor brevedad posible después de terminado cada ejercicio financiero, estados certificados de la Cuenta Administrativa y de la Cuenta de la Reserva de Estabilización, quedando entendido, sin embargo, que el estado de cuentas de la reserva de estabilización no se publicará sino después de transcurridos tres meses desde la fecha en que termine el ejercicio financiero correspondiente.

7. El Consejo no será responsable de los gastos de los delegados al

Consejo o a los comités del Consejo, ni de los gastos de sus suplentes y asesores.

ARTICULO VI

Precios mínimo y máximo

1. Para los fines del presente Convenio se establecerá un precio mínimo y un precio máximo para el estano metálico.

2. Los precios máximo y mínimo iniciales serán los precios máximo y mínimo respectivamente vigentes con arreglo al Segundo Convenio a la fecha de terminación del citado Convenio.

3. La escala entre los precios máximo y mínimo será dividida en tres sectores. El Consejo podrá en toda reunión decidir los límites de cada uno o de alguno de dichos sectores.

4. a) El Consejo, en la primera reunión que celebre después de la entrada en vigor del presente Convenio y posteriormente de tiempo en tiempo o según lo dispuesto en el artículo XII, examinará si los precios mínimo y máximo son apropiados para alcanzar los objetivos del presente Convenio y podrá revisar uno de estos precios o ambos.

b) Al hacerlo, el Consejo tendrá en cuenta las tendencias corrientes de la producción y el consumo de estano, la capacidad de producción existente, la medida en que el precio corriente es apropiado para mantener una futura capacidad productiva suficiente y cualesquiera otros factores pertinentes.

5. El Consejo publicará a la mayor brevedad posible los precios máximo o mínimo revisados, inclusive los precios provisionales o revisados que se determinen en virtud del artículo XII y cualquier división revisada de la escala de precios.

Artículo VIII

Control de las exportaciones

1. De tiempo en tiempo y de conformidad con las disposiciones del presente artículo, el Consejo determinará las cantidades de estano que podrán exportar los países productores.

2. a) Después de examinar los cálculos de la producción y consumo hechos con arreglo a lo dispuesto en el párrafo 22 del artículo IV y teniendo en cuenta la cantidad de estano metálico y efectivo en poder de la reserva de estabilización, la cantidad, disponibilidad y probable tendencia de otras reservas, el comercio del estano, el precio corriente del estano metálico y cualesquiera otros factores pertinentes, el Consejo podrá declarar un período de control y, en la misma resolución, fijar el monto total de las exportaciones autorizadas para este período de control. Al determinar este monto, el Consejo deberá ajustar la oferta a la demanda, con objeto de mantener el precio del estano metálico entre los precios mínimo y máximo. El Consejo procurará asimismo mantener disponibles en la reserva de estabilización cantidades de estano metálico y de numerario que le permitan rectificar cualquier desequilibrio entre la oferta y la demanda que pudiera producirse por circunstancias

imprevistas.

b) Los períodos de control coincidirán con trimestres, en la inteligencia de que en cualquier ocasión cuando la limitación de exportaciones se introduzca por vez primera durante la vigencia del presente Convenio o se implante de nuevo después de un intervalo durante el cual no haya regido ninguna limitación de exportaciones, el Consejo podrá declarar como período de control cualquier período no mayor de cinco meses ni menor de dos que expire el 31 de marzo, el 30 de junio, el 30 de septiembre o el 31 de diciembre.

c) La limitación de las exportaciones conforme al presente Convenio en cada período de control dependerá de la decisión explícita del Consejo para el período de control en cuestión y no se impondrá tal limitación en ningún período salvo que el Consejo lo declare período de control y fije un monto total de exportaciones autorizadas con respecto al mismo.

d) El Consejo no declarará ningún período de control a no ser que considere que la reserva de estabilización va a disponer probablemente de un mínimo de 10 000 toneladas de estano metálico a principios de ese período; en la inteligencia de que:

i) Si se declara un período de control por primera vez después de un intervalo durante el cual no haya habido limitación de las exportaciones, la cifra para los fines de este párrafo será de 5 000 toneladas; y

ii) El Consejo, por mayoría repartida de dos tercios, podrá reducir la cantidad requerida de 10 000 toneladas o de 5 000 toneladas, según sea el caso, con respecto a cualquier período.

e) Todo monto total de exportaciones autorizadas que entrase en vigor no cesará de regir durante el período al cual se refiere por la mera razón de que las existencias de la reserva de estabilización llegaren a ser menores que la cantidad mínima de estano metálico requerida en virtud del inciso d) anterior o que cualquier otra cantidad que se hubiere fijado en su lugar conforme al mismo inciso.

f) El Consejo podrá declarar períodos de control y fijar los montos totales de exportaciones autorizadas a pesar de la restricción o suspensión de las operaciones de la reserva de estabilización conforme a lo dispuesto en el párrafo 6 del artículo XI o en el párrafo 3 del artículo XII.

g) El Consejo podrá revisar cualquier monto total de exportaciones autorizadas previamente fijado con arreglo al inciso a) de este párrafo, en la inteligencia, sin embargo, de que el monto total de las exportaciones autorizadas no se podrá reducir durante el período de control a que se refiere.

h) Cuando, con arreglo a las disposiciones del presente párrafo, el Consejo haya declarado un período de control y haya fijado el monto total de exportaciones autorizadas con respecto a dicho período, el Consejo podrá al mismo tiempo invitar a todo país consumidor que sea a la vez un país productor de estano procedente de mina dentro de su territorio o territorios, a que aplique durante dicho período la restricción en sus exportaciones del

estatio derivado de tal produccion que el Consejo y el pais interesado puedan considerar apropiada.

3. No obstante lo dispuesto en el párrafo 2, si en virtud del Segundo Convenio Internacional sobre el Estatio se hubiere fiado un monto total de exportaciones autorizadas para el ultimo trimestre de dicho Convenio y el mismo siguiera en vigor a la expiration del mismo, entonces:

a) Se juzgara que se ha declarado un periodo de control que empieza a la entrada en vigor de este Convenio, con arreglo al mismo; y

b) El monto total de las exportaciones autorizadas para tal periodo de control sera a una tasa proporcional a la que se hubiere fiado en virtud del Segundo Convenio para el ultimo trimestre del mismo, hasta que el Consejo la revise de conformidad con las disposiciones del presente articulo.

Teniendo presente que si en la fecha de entrada en vigor de este Convenio, las existencias de estatio metal en la reserva de estabilizacion son inferiores a 10,000 toneladas, el Consejo examinará la situacion en su primera reunion y si no llegare a una decision sobre la continuacion de la fiancacion de las exportaciones, dicho periodo dejara de ser un periodo de control.

4. El monto total de las exportaciones autorizadas para cada periodo de control sera repartido entre los paises productores proporcionalmente a los porcentajes que figuran en el Anexo A, o proporcionalmente a los porcentajes que figuran en cualquier cuadro de porcentajes modificados que pueda publicarse con arreglo a lo dispuesto en el presente Convenio, y la cantidad de estatio así computada para un pais y un periodo de control determinados constituirá el monto de las exportaciones autorizadas para ese pais durante dicho periodo de control.

5. Si después de la entrada en vigor del presente Convenio algun pais lo ratifica, lo aprueba, lo acepta o notifica su intencion de ratificarlo, aprobarlo o aceptarlo, o se adhiere a el en calidad de pais productor o ha declarado un cambio en su categoria de pais consumidor a pais productor de conformidad con el párrafo 3 del articulo III del presente Convenio, el Consejo, tras señalar el porcentaje que le correspondia, determinara de nuevo los porcentajes que correspondan a todos los demas paises productores participantes en proporcion a sus porcentajes corrientes.

6. a) El Consejo revisará los porcentajes asignados a los paises productores y los determinará de nuevo de conformidad con el Anexo G del presente Convenio. Salvo en el caso del primer reajuste, que se hará en la primera reunion del Consejo, el porcentaje correspondiente a un pais productor no se reducirá durante ningun periodo de 12 meses en más de una décima parte del porcentaje que le hubiere correspondido al comenzar dicho periodo.

b) En cualquier accion que se proponga adoptar de conformidad con las disposiciones del Anexo G, el Consejo prestará la debida atencion a las circunstancias que cualquier pais productor haya calificado de excepcionales

y podrá suspender o modificar la plena aplicacion de esas disposiciones por mayoría reparada de dos tercios.

c) El Consejo podrá modificar, de tiempo en tiempo, las disposiciones del Anexo G por mayoría reparada de dos tercios, y las emiendadas que decida tendrán la misma validez que si estuvieran incluidas en dicho Anexo.

d) Los porcentajes obtenidos segun el procedimiento establecido en este párrafo se publicaran y surtirán efecto el primer día del trimestre siguiente a la fecha en que el Consejo tome la decision, en sustitucion de los porcentajes que figuran en el Anexo A.

7. a) No obstante lo dispuesto en el párrafo 4, el Consejo, con el consentimiento del pais productor interesado, podrá reducir del monto total de las exportaciones autorizadas la parte que corresponde a dicho pais y distribuir la cantidad así deducida entre el resto de los productores, en proporcion con los porcentajes correspondientes a cada uno de ellos o, si las circunstancias lo exigen, en otras proporciones.

b) Se considerará, para los fines de este articulo, que la cantidad de estatio determinada de conformidad con las disposiciones del inciso a) de este párrafo para cada pais productor, durante un periodo cualquiera de control, constituye el monto de exportaciones autorizadas para ese pais durante el citado periodo de control.

8. a) Si durante un determinado periodo de control, un pais productor estima que probablemente no estara en condiciones de exportar la cantidad de estatio que le corresponde en virtud del monto de sus exportaciones autorizadas para dicho periodo de control, tendrá la obligacion de enviar una declaracion en este sentido al Consejo a la mayor brevedad posible y, en todo caso, dentro del mes civil siguiente a la fecha en que haya entrado en vigor tal monto de exportaciones autorizadas.

b) En caso de que el Consejo haya recibido una declaracion en este sentido o considere que un pais productor cualquiera no estara probablemente en condiciones de exportar durante un determinado periodo de control la cantidad de estatio que le corresponde en virtud del monto de sus exportaciones autorizadas para dicho periodo de control, el Consejo podrá aumentar el monto total de las exportaciones autorizadas para ese periodo de control en una cantidad que, a su juicio, garantice que el monto total de exportaciones autorizadas sera efectivamente exportado.

9. a) Las exportaciones netas de estatio de cada pais productor durante cada periodo de control se limitarán al monto de exportaciones autorizadas para dicho pais durante el mencionado periodo de control, salvo lo que el presente articulo dispone de otro modo.

b) Si, no obstante lo dispuesto en el inciso a) de este párrafo, las exportaciones netas de estatio de un pais productor durante cualquier periodo de control excedieren en más de un 5% de su monto de exportaciones autorizadas para ese periodo, el Consejo podrá reclamar al pais interesado una contribucion adicional a la reserva de estabilizacion no superior a la cantidad excedente. Esa contribucion se efectuará en estatio metal o en

numérico o en las proporciones de estado metal y numerario que decida el Consejo y antes de la fecha o fechas que el Consejo fije. De decidirse que una parte de la contribución se aporte en numerario, esa parte se calculará al precio mínimo vigente en la fecha de la entrada en vigor del presente Convenio. De decidirse que una parte de la contribución se aporte en estado metal, esa parte no será adicional sino que se considerará incluida en el monto de las exportaciones autorizadas del país interesado para el periodo de control durante el cual se aporte la contribución.

c) Si, no obstante lo dispuesto en el inciso a) de este párrafo, el conjunto de las exportaciones netas de estado de un país productor durante cuatro periodos de control consecutivos, incluyendo, si corresponde, el periodo de control mencionado en el inciso b) de este párrafo, fuere superior en más del 1% al conjunto de sus montos de exportaciones autorizadas para dichos periodos, el monto de las exportaciones autorizadas de dicho país durante cada uno de los cuatro periodos de control subsiguientes podrá ser reducido en una cuarta parte del conjunto del tope excedente o, si el Consejo así lo decide, en una fracción mayor pero que no exceda la mitad de dicho tope. Esta reducción surtirá efecto en y a partir del periodo de control siguiente a aquél durante el cual el Consejo tomare la decisión.

d) Si después de cualesquiera de dichos cuatro periodos de control consecutivos (durante los cuales el conjunto de las exportaciones netas de estado de un país excediere el monto de sus exportaciones autorizadas según se prevé en el inciso c) de este párrafo), el conjunto de las exportaciones netas de estado de ese país durante otros cuatro futuros periodos de control consecutivos, que no comprenderán ningún periodo de control cubierto por el inciso c), fuere superior al conjunto de los montos exportables autorizados para esos cuatro periodos de control, el Consejo, además de reducir el monto de las exportaciones autorizadas de dicho país de conformidad con lo dispuesto en el inciso c), podrá suspenderle a una parte, que la primera vez no podrá ser superior a la mitad, de su derecho a participar en la liquidación de la reserva de estabilización. El Consejo podrá restituir al citado país la parte de los derechos que le hayan sido suspendidos de esta manera en cualquier momento y en los términos y condiciones que decida.

e) Un país que haya excedido el monto de sus exportaciones autorizadas de estado y cualquier otro monto autorizado en virtud de las disposiciones de este artículo, tendrá la obligación de tomar medidas decisivas, a la mayor brevedad posible, para subsanar la infracción del presente Convenio. El Consejo, al adoptar una decisión con arreglo a este párrafo, tendrá en cuenta el hecho de no haber tomado tales medidas o la demora en hacerlo.

10. a) Siempre que por motivo de la determinación o modificación de los porcentajes de un país productor o por razón de un país productor, la suma de los porcentajes cese de ser igual a ciento, el porcentaje de cada uno de los demás países productores se ajustará proporcionalmente de forma que permita elevar de nuevo a cien el total de los porcentajes.

b) El Consejo procederá a publicar a la mayor brevedad posible el cuadro de porcentajes revisados que, para los fines del control de

exportaciones, entrará en vigor a partir del primer día del periodo de control siguiente a aquél en que se haya tomado la decisión de revisar los porcentajes.

11. Para el mejor cumplimiento y aplicación del presente artículo, todo país productor adoptará las medidas que juzgue necesarias a fin de que sus exportaciones correspondan lo más exactamente posible al monto de sus exportaciones autorizadas para cada periodo de control.

12. Para los fines del presente artículo, el Consejo podrá decidir que las exportaciones de estado de cualquier país productor comprenderán el contenido de estado de cualquier material derivado de la producción minera del país de que se trate.

13. En el caso de los países que figuran en el Anexo C se considerará que el estado ha sido exportado si se han cumplido las formalidades indicadas en dicho Anexo junto al nombre del país en cuestión, entendiéndose que:

a) El Consejo podrá emendar de tiempo en tiempo lo dispuesto en el Anexo C con el asentimiento del país interesado, y estas emendas surtirán efecto como si estuvieran incluidas en dicho Anexo;

b) Si, de cualquier país productor se exportare estado por algún monto no previsto en el Anexo C, el Consejo decidirá si dicho estado se considerará exportado para los fines del presente Convenio y, en caso afirmativo, el momento en que considerará que se ha efectuado dicha exportación.

14. Para los fines de los incisos b), c) y d) del párrafo 9, se considerará a partir de la entrada en vigor del presente Convenio, que todo periodo de control con respecto al cual se haya fijado un monto total de exportaciones autorizadas con arreglo al párrafo 2 del artículo VII del Segundo Convenio, así como toda sanción impuesta con arreglo al artículo VII del Segundo Convenio, han sido fijados o impuestos de acuerdo con el presente artículo.

Artículo VIII

Exportaciones especiales

1. En cualquier momento al declarar un periodo de control, el Consejo, si considera que se cumplen las condiciones establecidas en el Anexo D podrá por mayoría repartida de dos tercios autorizar la exportación (denominada en lo sucesivo exportación especial) de una cantidad determinada de estado además del monto de exportaciones autorizadas mencionado en el párrafo 4 del artículo VII.

2. El Consejo mediante una mayoría repartida de dos tercios podrá imponer aquellas condiciones que juzgue necesarias con respecto a toda exportación especial.

3. De cumplirse las disposiciones del artículo XIV y las condiciones impuestas por el Consejo con arreglo al párrafo 2, no se tomará en cuenta la exportación especial al aplicarse las disposiciones contenidas en los párrafos 7, 8 y 9 del artículo VII.

4. El Consejo podrá emendar en cualquier momento mediante una mayoría repartida de dos tercios las condiciones contenidas en el Anexo D, con el entendido de que dicha emienda será sin perjuicio de lo que haya hecho un país en virtud de alguna autorización concedida o condiciones ya impuestas según el párrafo 2.

Artículo IX

Depósitos especiales

1. Cualquier país productor podrá con el consentimiento del Consejo hacer en cualquier momento depósitos especiales de estado metal ante el Gerente. Ningún depósito especial será considerado como parte de la reserva de estabilización ni estará a disposición del Gerente.

2. Un país productor que informe al Consejo de su intención de hacer un depósito especial de estado metal procedente del propio país, siempre que presente las pruebas que el Consejo pueda requerir para identificar el metal o los concentrados exportados con el estado metal que sea objeto del depósito especial, estará autorizado a exportar dicho metal o dichos concentrados además de cualquier monto de exportaciones autorizadas que se le pueda haber asignado con arreglo al párrafo 4 del artículo VIII y, supeditado al cumplimiento por parte del país productor de las formalidades del artículo XIV, no se aplicarán a tales exportaciones los párrafos 7, 8 y 9 del artículo VII.

3. El Gerente podrá aceptar los depósitos especiales únicamente en el lugar o lugares que determine el Consejo.

4. El Presidente notificará a los países participantes el recibo de cualquier depósito especial.

5. El país productor que haya hecho un depósito especial de estado metal podrá retirar todo o parte de dicho depósito especial con objeto de cubrir la totalidad o una parte del monto de sus exportaciones autorizadas en cualquier período de control. En tal caso, se considerará que la cantidad retirada del depósito especial ha sido exportada, para los efectos del artículo VII, en el período de control en que se efectúe ese retiro.

6. En un trimestre no declarado período de control, cualquier depósito especial permanecerá a disposición del país que haya hecho el depósito, con sujeción únicamente a las disposiciones del párrafo 4 del artículo XIV.

7. Todos los gastos que se realicen en relación con un depósito especial serán por cuenta del país que efectúe dicho depósito y el Consejo no se hará cargo de ningún gasto.

Artículo X

Establecimiento de la reserva de estabilización

1. De conformidad con las disposiciones del presente artículo se establecerá y mantendrá una reserva de estabilización. Los países productores aportarán sus contribuciones a ella de conformidad con las disposiciones del párrafo 2. Los países participantes puedan efectuar contribuciones voluntarias de conformidad con las disposiciones del párrafo 7.

2. a) Los países productores efectuarán contribuciones que ascenderán en total al equivalente de 20,000 toneladas de estado metal. La mitad de esta contribución total será exigible a la entrada en vigor del Convenio Y, salvo lo dispuesto en el inciso b) del presente párrafo, habra de efectuarse en la fecha en que el Consejo celebre su primera reunión en virtud de este Convenio. En cualquier momento, el Consejo podrá determinar la fecha o fechas y los plazos en que habrá de efectuarse la segunda mitad de la contribución total.

b) El Consejo decidirá que países de las contribuciones que hayan de efectuarse en virtud de lo dispuesto en el inciso a) del presente párrafo serán exigibles en numerario o en estado metal. Los países productores efectuarán el pago de la parte en numerario en la fecha de la decisión del Consejo y el pago de la parte en estado metal a más tardar tres meses después de la fecha de dicha decisión.

3. Las contribuciones exigibles de conformidad con el párrafo 2 del presente artículo podrán, con asentimiento del país contribuyente interesado, efectuarse mediante transferencia de la reserva de estabilización constituida en virtud del Segundo Convenio.

4. a) Las contribuciones mencionadas en el párrafo 2 se dividirán proporcionalmente entre los países productores en relación con los porcentajes que figuran en el Anexo A. Las contribuciones votarán a dividirse proporcionalmente de acuerdo con los porcentajes revisados y determinados de nuevo durante la primera reunión del Consejo, de conformidad con el párrafo 6 del artículo VIII y con las disposiciones del Anexo G.

b) El Consejo, una vez que haya percibido las sumas que se le deban con arreglo a esta nueva división proporcional, efectuará inmediatamente los pagos pertinentes a cada uno de los países a que se deban dichos pagos en virtud de esta nueva división proporcional.

5. a) Si, al entrar en vigor el presente Convenio un país productor ratifica, aprueba, acepta, o notifica su intención de ratificar, aprobar o aceptar el presente Convenio o se adhiera al mismo, o en el caso de que un país consumidor haya declarado un cambio en su categoría a país productor de conformidad con el artículo III, las contribuciones de ese país serán determinadas por el Consejo atendiendo al porcentaje que le correspondía en el Anexo A.

b) Las contribuciones determinadas en el inciso a) del presente párrafo deberán efectuarse en la fecha en que se depusiere el instrumento o en la que determine el Consejo con arreglo al párrafo 4 del artículo III.

c) El Consejo podrá fijar reintegros, abonos, a los actos, países productores, los cuales no excederán en conjunto de la cantidad de cualquier

contribución recibida con arreglo al inciso a) del presente párrafo, y si decide que estos reintegros, en su totalidad o en parte, se abonen en estado metal podrá aplicar a dichos reintegros las condiciones que juzgue necesarias.

6. a) El Consejo podrá tomar en préstamo para los propósitos de la reserva de estabilización, y bajo garantía de los certificados de estado en poder de esta reserva, la suma o sumas que juzgue necesarias, siempre que la cantidad máxima a que ascendan tales préstamos y las terminas y condiciones en que se los concederé hayan sido aprobados por una mayoría de los votos emitidos por los países consumidores y por todos los votos emitidos por los países productores y siempre que ningún país consumidor haya de incurrir en obligación alguna en relación con tales préstamos.

b) El Consejo por mayoría separada de dos tercios podrá concertar cualesquiera otros arreglos que estime convenientes para tomar fondos en préstamo en relación con la reserva de estabilización, teniendo presente que no se impondrá obligación alguna a ningún país participante como consecuencia del presente inciso sin el consentimiento de ese país.

7. a) Cualquier país participante podrá aportar, con el consentimiento del Consejo y en determinadas condiciones, que comprenderán las relativas al reintegro, contribuciones voluntarias a la reserva de estabilización, en numerario, estado metal, o en ambas formas.

b) El Presidente del Consejo dará cuenta a los países participantes del recibo de cualquier contribución voluntaria así aportada.

c) No obstante las condiciones que se hayan impuesto con arreglo al inciso a) del presente párrafo, el Consejo podrá en cualquier momento, a solicitud de un país participante, reintegrar a dicho país la totalidad o una parte de la contribución voluntaria que haya aportado a la reserva de estabilización. Cuando este reintegro, en su totalidad o en parte, se haga en estado metal, el Consejo podrá aplicarle las condiciones que estime necesarias.

8. a) El país productor que, a los efectos de aportar una contribución prevista en este artículo, desee exportar reservas situadas en su territorio podrá solicitar del Consejo la autorización de exportar la cantidad que desee, aparte y además de las exportaciones a que, en su caso, se halle autorizado conforme al artículo VII.

b) El Consejo examinará toda solicitud de esa índole y podrá aprobarla, con sujeción a las condiciones que considere necesarias.

c) Siempre que se satisfagan esas condiciones y se presenten las pruebas que el Consejo pueda requerir para identificar el metal o los concentrados exportados con el estado metal entregado a la reserva de estabilización, no se aplicarán los párrafos 7, 8 y 9 del artículo VII a dichas exportaciones.

9. El Gerente sólo podrá aceptar las contribuciones en estado metal en los almacenes oficialmente reconocidos por la Bolsa de Metales de Londres o en el lugar o lugares que determine el Consejo.

10. a) Si un país productor no cumple las obligaciones previstas en el presente artículo, el Consejo podrá privarle total o parcialmente de los derechos y prerrogativas que le confiere el presente Convenio y podrá

recurrir a los demás países productores que cubran el correspondiente déficit en numerario o en estado metal, o en ambas formas.

b) Cuando parte del déficit que haya de cubrirse sea en estado metal, los países productores que cubran ese déficit serán autorizados a exportar las cantidades requeridas de ellos, aparte y además de las exportaciones a que se habían autorizados con arreglo al artículo VII. Con sujeción a la presentación de las pruebas que el Consejo pueda requerir para identificar el metal o los concentrados exportados con el estado metal entregado a la reserva de estabilización, los párrafos 7, 8 y 9 del artículo VII no se aplicarán a dichas exportaciones.

c) En todo momento y en las condiciones que fije, el Consejo podrá:

i) Declarar que la infracción ha sido subsanada.

ii) Restituir al país interesado el disfrute de sus derechos y prerrogativas, y

iii) Reintegrar las contribuciones adicionales entregadas por los demás países productores de conformidad con el inciso a) del presente párrafo junto con un interés del 5% anual, teniendo en cuenta que, con respecto a la parte de la contribución adicional aportada en estado metal, dicho interés se calculará sobre la base del equivalente en numerario, al precio de liquidación del estado metal en la Bolsa de Metales de Londres en la fecha de la decisión adoptada por el Consejo conforme al inciso a) del presente párrafo. Cuando en su totalidad o en parte esos reintegros se hagan en estado metal, el Consejo podrá aplicarles las condiciones que estime necesarias.

11. A los efectos del presente artículo, cualquier parte de una contribución efectuada en numerario será considerada equivalente a la cantidad de estado metal que se hubiere podido adquirir al precio mínimo vigente en la fecha de entrada en vigor del presente Convenio.

ARTÍCULO XI

Gestión y funcionamiento de la reserva de estabilización

1. Atendiendo a las instrucciones que le de el Consejo, el Gerente será responsable del funcionamiento de la reserva de estabilización y, en particular, de las operaciones de compra, venta y mantenimiento de las reservas de estado, con arreglo a lo dispuesto en el presente artículo y en el artículo XIII.

2. A los efectos del presente artículo, el precio del mercado del estado será el precio del estado al contado en la Bolsa de Metales de Londres o cualquier otro precio que pueda determinar el Consejo de tiempo en tiempo.

3. Si el precio del mercado del estado:

a) Es igual o superior al precio máximo, el Gerente, si dispone de estado para la venta al contado y supereditado al párrafo 5, ofrecerá dicho estado a la venta en la Bolsa de Metales de Londres al precio máximo hasta que el precio del mercado del estado sea inferior al precio

- máximo o se agote el estado de que disponga para la venta al contado;
- b) Se halla situado en el sector superior de la escala entre los precios mínimo y máximo, el Gerente podrá vender estado al contado en la Bolsa de Metales de Londres al precio del mercado si lo considera necesario para evitar que se produzca un alza demasiado brusca del precio del mercado;
- c) Se halla situado en el sector medio de la escala entre los precios mínimo y máximo, el Gerente podrá comprar o vender estado, o ambas cosas, sólo con autorización especial del Consejo;
- d) Se halla situado en el sector inferior de la escala entre los precios mínimo y máximo, el Gerente podrá comprar estado si el contado en la Bolsa de Metales de Londres al precio del mercado si lo considera necesario para evitar una baja demasiado brusca del precio del mercado;
- e) Es igual o inferior al precio mínimo, el Gerente, si dispone de fondos y superfluo al párrafo 5, hará ofertas de compra de estado al contado en la Bolsa de Metales de Londres al precio mínimo hasta que el precio del mercado del estado sea superior al precio mínimo, o hasta que se agoten los fondos de que disponga.
4. Cuando en virtud de lo dispuesto en el párrafo 3 el Gerente pueda comprar (o vender, según sea el caso) estado al contado en la Bolsa de Metales de Londres, podrá comprar (o vender, según sea el caso) estado a plazo en la Bolsa de Metales de Londres, o comprar (o vender, según sea el caso) estado al contado o a plazo en cualquier otro mercado de estado reconocido; no obstante lo antedicho, el Gerente no podrá comprometerse en transacciones a plazo a menos que las mismas se cumplan antes de la expiración del presente Convenio.
5. El Consejo podrá autorizar al Gerente a comprar o vender estado a las reservas no comerciales de un gobierno o a venderlo por cuenta de las mismas. Las disposiciones del párrafo 3 no se aplicarán al estado metal con respecto al cual se haya concedido esa autorización.
6. *a)* No obstante lo dispuesto en los incisos *a)* y *c)* del párrafo 3, el Consejo, si se halla reunido, podrá restringir o suspender las operaciones de la reserva de estabilización si, en su opinión, el cumplimiento de las obligaciones impuestas al Gerente en virtud de esos incisos no ha de conseguir los propósitos del presente Convenio.
- b)* Cuando el Consejo no se halle reunido, la facultad de restringir o suspender las operaciones con arreglo al inciso *a)* del presente párrafo corresponderá al Presidente.
- c)* En todo momento el Presidente podrá revocar una suspensión o restricción que haya decidido en virtud de la facultad que le otorga el inciso *b)*.
- d)* Inmediatamente después de que el Presidente haya decidido, en virtud de la facultad que le otorga el inciso *b)*, restringir o suspender las operaciones de la reserva de estabilización, convocará a una reunión del

Consejo con el fin de examinar tal decisión. Dicha reunión se celebrará dentro de los cuarenta días siguientes a la fecha de la restricción o suspensión.

c) En caso de que el Consejo haya restringido o suspendido las operaciones de la reserva de estabilización de conformidad con el inciso *a)*, el Presidente convocará a una reunión del Consejo con el fin de examinar la decisión. Dicha reunión se celebrará dentro de las seis semanas siguientes a la fecha de la restricción o suspensión.

f) Al examinar la decisión, el Consejo podrá confirmar la restricción o suspensión hecha con arreglo a los incisos *a)* o *b)* o, en caso de que el Presidente, de conformidad con el inciso *c)*, haya revocado una restricción o suspensión, podrá restablecer la restricción o suspensión. Si el Consejo no llegare a ninguna decisión, se reanudarán o continuarán sin restricción, según sea el caso, las operaciones de la reserva de estabilización.

g) Cualquier restricción o suspensión de las operaciones de la reserva de estabilización será examinada por el Consejo a intervalos no mayores de seis semanas. Si al reunirse el Consejo no llegare a ninguna decisión favorable a que continúe la restricción o suspensión, se reanudarán las operaciones de la reserva de estabilización.

7. No obstante lo dispuesto en el presente artículo, cuando el Gerente no disponga de fondos suficientes para los gastos de funcionamiento, el Consejo podrá autorizarle para vender al precio corriente las cantidades de estado necesarias para hacer frente a tales gastos.

ARTICULO XII

Reserva de estabilización y modificaciones de los tipos de cambio

1. El Presidente podrá convocar, o cualquier país participante podrá solicitar del Presidente que convoque, a una reunión inmediata del Consejo para examinar los precios mínimo y máximo si el Presidente o el país participante, según sea el caso, estiman que es necesario hacerlo en vista de las fluctuaciones de los valores relativos de las monedas nacionales. La convocatoria de las reuniones con arreglo al presente párrafo se podrá efectuar con menos de siete días de antelación.

2. En las condiciones indicadas en el párrafo anterior el Presidente, en espera de la reunión del Consejo a la que se hace referencia en dicho párrafo, podrá restringir o suspender provisionalmente las operaciones de la reserva de estabilización si en su opinión dicha restricción o suspensión es necesaria para evitar que las compras o ventas de estado por el Gerente alcancen un volumen que pueda ser perjudicial a los fines del presente Convenio.

3. El Consejo podrá decidir o confirmar la restricción o la suspensión de las operaciones de la reserva de estabilización de conformidad con el presente artículo. Si el Consejo no llegare a ninguna decisión se reanudarán las operaciones de la reserva de estabilización en el caso de que hayan sido